

**ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT**  
N° A-2025-001

**Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rots -  
Arrêté de mise en enquête publique**

**LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE**

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants et R.153 8 et suivants,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.123-1 et suivants, et R.123-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune nouvelle de Rots approuvé le 30 juin 2022 par le conseil communautaire,

VU la décision du Tribunal administratif de Caen n° E24000087 /14 en date du 20 décembre 2024 désignant Madame Aurélie LAME en qualité de commissaire enquêteuse, et Monsieur Pierre GUINOT-DELERY en tant que suppléant,

VU les pièces du dossier de modification n°1 soumis à enquête publique,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Il sera procédé à l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du PLU de la commune nouvelle de Rots.

Objets de l'enquête publique :

1. Permettre la réalisation d'un projet intergénérationnel dans le bourg de Rots en ajustant le règlement graphique de la zone U (secteurs UF et UGc) et en réalisant une Orientation d'Aménagement et de Programmation afin de cadrer ce projet ;
2. Mettre à jour les emplacements réservés ;
3. Supprimer un périmètre de réciprocité autour d'une exploitation agricole qui a cessé son activité.

**ARTICLE 2** : L'enquête publique se tiendra du **Lundi 17 février 2025 (16h00) au Mardi 18 mars 2025 inclus (18h00)**.

Le dossier d'enquête complet comprenant les pièces suivantes :

- Le rapport de présentation de la modification n°1,
- Les orientations d'aménagement et de programmation modifiées,
- Le règlement écrit modifié,
- Le règlement graphique modifié,
- Les avis PPA et l'avis délibéré de la MRAe,
- Les actes administratifs relatifs à la procédure,
- L'arrêté de mise à enquête publique,
- Les éléments imposés au titre de l'article R.123-8 du code de l'environnement,
- La copie des avis presse,
- Le registre d'enquête sous format papier.

Il sera tenu à la disposition du public en format papier en mairie de Rots, dans les mairies des communes déléguées de Lasson et de Secqueville-en-Bessin et au siège de la Communauté Urbaine Caen la mer pendant toute la période de l'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture au public des établissements mentionnés ci-dessous. Le dossier pourra en outre y être consulté sur un poste informatique mis à disposition en mairie de Rots et à l'Hôtel de Communauté Urbaine de Caen la mer.

**Mairie de Rots, Esplanade de la mairie – 14 980 ROTS**

Lundi	/	Fermée
Mardi	16H	18H
Mercredi	10H30	12H30
Jeudi	16H	18H
Vendredi	16H	18H
Samedi	10H30	12H00

**Mairie de Lasson, 1 place de la mairie – 14 740 LASSON**

Lundi : 16H - 18H

**Mairie de Secqueville-en-Bessin, Rue de la mairie – 14 740 SECQUEVILLE-EN-BESSIN**

Jeudi : 16H - 18H

**Siège de la Communauté Urbaine Caen la mer, 16 rue Rosa Parks, 14000 CAEN**

Lundi au jeudi de 8h30 à 17h30,

Vendredi de 8h30 à 16h30.

La mairie de Rots est désignée comme siège de cette enquête publique.

Le projet de modification n°1 du PLU faisant l'objet de l'enquête sera également consultable en ligne sur les sites internet de la mairie de Rots (<http://www.rots.fr>), de la Communauté Urbaine Caen la mer : [Concertations en cours | Caen la mer](#) et sur le site du registre dématérialisé à l'adresse : <https://www.registre-dematerialise.fr/5926> pendant toute la durée de l'enquête.

Toute personne pourra sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Communauté Urbaine Caen la mer.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- Par écrit : des registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par la commissaire enquêtrice seront ouverts et tenus à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Rots, dans les mairies des communes déléguées de Lasson et de Secqueville-en-Bessin et à l'hôtel de la Communauté Urbaine Caen la mer,
- Par voie électronique : un site Internet comportant un registre dématérialisé sécurisé auquel le public peut transmettre ses contributions et propositions directement est ouvert à l'adresse internet suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/5926>,
- Par mail : Les contributions pourront également être transmises via l'adresse mail suivante : [enquete-publique-5926@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-5926@registre-dematerialise.fr). Les contributions transmises par courriel seront publiées dans les meilleurs délais sur le registre dématérialisé : <https://www.registre-dematerialise.fr/5926> et donc visibles par tous.
- Par voie postale, à l'attention de la commissaire enquêtrice pour la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Rots, sous pli cacheté, au siège de l'enquête publique : Mairie de Rots, Esplanade de la mairie – 14 980 ROTS.

Ces observations doivent parvenir à la commissaire enquêtrice au plus tard **le Mardi 18 mars 2025 inclus (18h00)**.

*L'utilisateur n'est pas tenu d'inscrire ses données personnelles sur le registre d'enquête. Dans ce cas, sa contribution sera anonyme. Lorsque l'utilisateur inscrit son nom(s), prénom(s), adresse, numéro(s) de téléphone, courriel ou tout autre type de donnée permettant de l'identifier personnellement, la collectivité doit les utiliser telles quelles sur le registre papier en mairie, à l'Hôtel de la communauté urbaine, selon le mode de transmission de la contribution (papier ou électronique).*

*Le responsable de ce traitement est le Président de la Communauté Urbaine Caen la mer. Les*

données sont conservées 14 mois (2 mois pour l'enquête publique jusqu'à remise de l'avis de la commissaire enquêtrice et 12 mois pour la mise à disposition). Conformément à la loi informatique et libertés, l'usager peut demander la modification ou la suppression de ses données personnelles par courriel à l'adresse [dpo@caenlamer.fr](mailto:dpo@caenlamer.fr).

**ARTICLE 3** : Madame Aurélie LAME, docteur en hydrogéologie et géologue, a été désignée par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Caen en qualité de commissaire enquêtrice. Elle veillera en cette qualité à l'application des dispositions du présent arrêté. Elle recevra en mairie de Rots et dans la mairie de la commune déléguée de Lasson les observations orales et écrites du public les :

- **Lundi 17 février en mairie déléguée de Lasson, de 16h à 18h**
- **Vendredi 28 février en mairie de Rots, de 16h à 18h,**
- **Mardi 18 mars en mairie de Rots, de 16h à 18h.**

**ARTICLE 4** : Un avis au public faisant connaître les dates d'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département, *Ouest France et Liberté Le Bonhomme Libre*. Cet avis sera affiché à la mairie de Rots, dans les mairies déléguées de Lasson et de Secqueville-en-Bessin ainsi qu'au siège de la Communauté Urbaine, et sur le site internet du registre dématérialisé à l'adresse : <http://www.registre-dematerialise.fr/5926>.

Une copie de l'avis publié dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

L'autorité compétente en matière de PLU est la Communauté Urbaine Caen la mer. A l'issue de l'enquête publique, le dossier du PLU éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, pourra être approuvé en Conseil Communautaire.

**ARTICLE 5** : A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 2, les registres seront clos par la commissaire enquêtrice qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Caen la mer et à Madame La Présidente du Tribunal Administratif, le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées.

**ARTICLE 6** : La copie du rapport, accompagné des conclusions et de l'avis de la commissaire enquêtrice sera adressée par l'autorité compétente au Maire de Rots et au Préfet du Département du Calvados.

Le public pourra les consulter à la mairie de Rots (Esplanade de la mairie – 14 980 ROTS), dans les mairies de communes déléguées de Lasson (1 place de la mairie – 14 740 LASSON), et de Secqueville-en-Bessin (Rue de la mairie – 14 740 SECQUEVILLE-EN-BESSIN) et au siège de la Communauté Urbaine Caen la mer Normandie (16 rue Rosa Parks, CS 52700, 14 027 Caen cedex 9) aux jours et heures habituels d'ouverture et par voie dématérialisée sur les sites internet des deux collectivités, pendant 1 an.

**ARTICLE 7** : En application des articles L.104-1 et suivants du code de l'urbanisme, la procédure de modification n°1 du PLU de Rots n'a pas nécessité d'évaluation environnementale.

**ARTICLE 8** : La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est le Président de la Communauté Urbaine Caen la mer. Des informations peuvent également être demandées à Monsieur le Maire de Rots par voie postale.

**ARTICLE 9** : Ampliation du présent arrêté sera adressée à la commissaire enquêtrice.

**ARTICLE 10** : Monsieur le Directeur général des services de la Communauté Urbaine Caen la mer est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 11** : Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés du Président.

**ARTICLE 12** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Caen dans un délai de 2 mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Caen, le 21 janvier 2025

Transmis à la préfecture le **28 JAN. 2025**  
Identifiant de l'acte  
Affiché le **28 JAN. 2025**  
Exécutoire le **28 JAN. 2025**  
Notifié le

Le Président,

Nicolas JOYAU

